

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

#2023-24 - POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

RECOMMANDATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À LA CEDEAO ET À L'UA POUR UNE RÉOLUTION PACIFIQUE À LA CRISE POLITIQUE AU SÉNÉGAL ET POUR RENFORCER LA DÉMOCRATIE ET L'ESPACE CIVIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

ABUJA 31 DECEMBRE 2023 (MISE À JOUR À PARTIR DU RAPPORT DE 03 JUILLET 2023) : Le Forum de la Société Civile de l'Afrique de l'ouest (FOSCAO) et son partenaire Le Vance Center ont organisé un webinaire de dialogue sur « La Démocratie et l'Espace Civique en Afrique de l'Ouest, la crise politique au Sénégal, l'Analyse, les Solutions, le rôle de la CEDEAO et UA », le 27 juin 2023.

On observe depuis plusieurs mois, une dégradation continue du climat politique au Sénégal, qui se traduit par une radicalisation des positions politiques, une judiciarisation des relations politiques et une forte hausse du niveau de violences au SÉNÉGAL. Cela s'ajoute au fait qu'il y a une résurgence de l'extrémisme violent depuis de nombreuses années et que les 36 derniers mois ont été instables et turbulents pour la démocratie et la gouvernance en Afrique de l'Ouest. De nombreuses années de mauvaise gouvernance ont donné lieu à des coups d'État militaires au Mali, en Guinée et au Burkina Faso. Une tentative visant à renverser le gouvernement démocratique de Guinée-Bissau a également été déjouée. Les événements violents au SÉNÉGAL (de Mars-Avril 2023 et d'autres), ayant entraîné la mort de plusieurs personnes, suite à la condamnation du leader du parti politique PASTEF, M. OUSMANE SONKO à 2 ans de prison, constituent un autre épisode dans la série de violences politiques au SÉNÉGAL. Le FOSCAO est préoccupé par l'utilisation signalée de balles réelles contre des manifestants, le recours disproportionné à la force par les forces de sécurité contre les manifestants, l'arrestation et la détention de plusieurs manifestants par les forces de sécurité de l'État.

Le webinaire, intitulé « Démocratie et espace civique en Afrique de l'Ouest, la crise politique au Sénégal, Analyses, Solutions, le rôle de la CEDEAO et de l'UA », et modéré par **M. KOMLAN MESSIE, directeur exécutif régional du Forum de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest (FOSCAO) avec Mme ADAOBI EGBOKA, Directrice du Programme Afrique du Vance Center.** La conférence a mis en évidence une analyse approfondie, la compréhension et les impacts de la crise politique au SÉNÉGAL ainsi que la contamination potentielle aux niveaux régional et continental. Le rôle de l'Organisation économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union africaine (UA) a été analysé et des recommandations ont été proposées à la CEDEAO, à l'UA, aux organisations de la société civile (OSC), aux avocats et aux barreaux.

Après un bref aperçu de la crise politique au SÉNÉGAL et de l'importance de faire face à la crise et à ses impacts par **M. KOMLAN MESSIE**, la conférence a débuté par une présentation de **M. ELIMANE HABY KANE, PRÉSIDENT, LEGS AFRICA** et CO-FONDATEUR de MESURE. M. ELIMANE KANE a aidé à comprendre la crise politique au SÉNÉGAL et la potentielle contamination aux niveaux régional et continental. Il a présenté le contexte historique et les facteurs contribuant à la crise, en examinant les facteurs, événements et déclencheurs clés qui ont conduit à la situation actuelle, en plus d'une analyse des institutions politiques, des questions de gouvernance et des dynamiques de pouvoir impliquées.

La deuxième panéliste, MME AISHA DABO, coordinatrice d'AFRICTIVISTES, a fait découvrir aux participants les impacts de la crise, et elle a fait une évaluation des impacts de la crise aux niveaux national, régional et continental, socio-économique (économique, politique, espace civique).) impacts à la lumière du déclin de la démocratie, de la gouvernance et du soulèvement de l'extrémisme violent dans la région

Me SALIEU TAAL, avocat et président du Barreau de Gambie, a présenté quel devrait être le rôle de la CEDEAO et de l'UA, ainsi que la réalité du terrain. Il a rappelé qu'en plus de son obligation de respecter la CHARTE AFRICAINE DE LA DÉMOCRATIE, DES ÉLECTIONS ET DE LA GOUVERNANCE (ACDEG), la république du SÉNÉGAL est signataire du PROTOCOLE DE LA CEDEAO SUR LA DÉMOCRATIE ET LA BONNE GOUVERNANCE, qui constitue le cadre juridique de la démocratie aux niveaux continental et régional.

Le dernier panéliste, M. IBRAHIMA KANE, militant des droits de l'homme et membre fondateur de RADHO, une organisation sénégalaise de défense des droits de l'homme, après une analyse approfondie de la situation, a suggéré différentes recommandations pour une solution pacifique au Sénégal et une démocratie durable en Afrique de l'Ouest.

Après une séance de questions et réponses entre les panélistes et les participants, et avant une remarque finale du président du FOSCAO, M. BUBA KHAN, les recommandations suivantes ont été faites à l'issue de la conférence.

Après l'analyse de la situation au Sénégal et dans la région ouest-africaine, la conférence;

- a. Recommande de transmettre les recommandations suivantes à la CEDEAO et à l'UA via le FOSCAO et tout partenaire
- b. Invite la CEDEAO et l'UNION AFRICAINE et tous les partenaires à déclencher immédiatement leurs processus de diplomatie préventive, et à y impliquer les Organisations de la Société Civile nationales et régionales, dans l'esprit de la CEDEAO DES PEUPLES.
- c. Appelle les autorités et les partis d'opposition à faire preuve de maturité et à assumer leur responsabilité historique devant le peuple sénégalais et le peuple africain de respecter les cadres juridiques disponibles, de protéger les citoyens et de maintenir un climat de paix, avant, pendant et après les élections pour que le SÉNÉGAL garde sa réputation d'îlot de démocratie
- d. Appelle les autorités et les partis politiques à créer l'environnement propice à un dialogue franc, constructif et inclusif
- e. Appelle toutes les parties à s'abstenir de recourir à la force, à la violence ou à la destruction de biens
- f. Invite les organisations de la société civile, les anciens, les chefs traditionnels et religieux à user de leur influence pour un dialogue pacifique.
- g. Invite les autorités sénégalaises à ouvrir une enquête transparente sur tous les décès, notamment suite à la mort de civils, dont un mineur, lors de manifestations contre le gouvernement

Les organisateurs, les panélistes et les participants réitèrent leur disponibilité à aider et à collaborer à tout processus de dialogue visant à ramener la paix.

Contacts: Media@Wacsof-Foscao.Org / +234 810 287 0960 (WhatsApp)

À PROPOS DU FORUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (FOSCAO)

Avec plus de 1000 Organisations membres, le FORUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (FOSCAO) est le réseau faitière de la société civile en Afrique de l'Ouest, couvrant 18 domaines thématiques, avec représentation dans les 15 pays de la CEDEAO. Le FOSCAO est le canal de dialogue institutionnalisé entre les organisations de la société civile et la CEDEAO. Le FOSCAO renforce les capacités, fait des plaidoyers, mobilise la société civile, s'engage dans la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques pour une Afrique prospère, stable et en paix. Pour les partenaires institutionnels, Le FOSCAO est un excellent canal, un guichet unique pour un engagement systématique entre les institutions et les organisations de la société civile, pour des résultats percutants. www.Wacsof-Foscao.Org

PRESS RELEASE

#2023-24 - FOR IMMEDIATE RELEASE

CIVIL SOCIETY'S RECOMMENDATIONS TO ECOWAS AND AU FOR PEACEFUL RESOLUTION TO THE POLITICAL CRISIS IN SENEGAL AND TO STRENGTHEN DEMOCRACY AND CIVIC SPACE IN WEST AFRICA

ABUJA DECEMBER 31, 2023 (UPDATE FROM JULY 3, 2023 REPORT): The **West African Civil Society Forum (WACSO)** and its partner The **Vance Center** organized a dialogue webinar on ***“Democracy and Civic Space in West Africa, the political crisis in Senegal, Analysis, Solutions, the role of ECOWAS and AU”***, on **June 27th, 2023**. It has been observed for several months, a continuous deterioration of the political climate in Senegal, which results in a radicalization of political positions, a judicialization of political relationships and a sharp rise in the level of violence in SENEGAL. This is additional to the fact that there has been a resurgence of violent extremism for many years and the past 36 months have been unstable and turbulent for democracy and governance in West Africa. Many years of bad governance have resulted to military coups d'états in Mali, Guinea, Burkina Faso. An attempt to overturn the democratic government in Guinea Bissau was foiled as well. The recent violent events in SENEGAL, leading to the death of at least 16 people, following the sentencing of the political party leader of PASTEF, Mr. OUSMANE SONKO to 2 years in prison, is another episode in the series of political violence in SENEGAL. WACSO is concerned with the reported use of live ammunition against protestors, the disproportionate use of force of security forces against protestors, the arrest and detention of several protestors by the state security forces.

The webinar, was entitled ***“Democracy and Civic Space in West Africa, the political crisis in Senegal, Analysis, Solutions, the role of ECOWAS and AU”***, and moderated by **Mr. KOMLAN MESSIE**, regional executive director of the West African Civil Society Forum (WACSO) with **Mrs. ADAOBI EGBOKA**, **Vance Center's** Africa Program Director. The conference highlighted a profound analysis, the comprehension, and the impacts of the political crisis in SENEGAL as well as the potential contamination at regional and continental levels. The role of the Economic Organisation of West African States (ECOWAS) and the African Union (AU) were analysed and recommendations were proposed to ECOWAS, AU, Civil Society Organisations (CSO), Lawyers and bar associations.

After a brief overview of the political crisis in SENEGAL and the importance of addressing the crisis and its impacts by **MR. KOMLAN MESSIE**, the conference started with a presentation from **Mr. ELIMANE HABY KANE**, PRESIDENT, LEGS AFRICA and CO-FOUNDER of MESURE. Mr. ELIMANE KANE helped on understanding the political crisis in SENEGAL and the potential contamination at regional and continental levels. He presented the historical context and factors contributing to the crisis, with the examination of key factors and events and triggers that led to the current situation, additional to an analysis of political institutions, governance issues, and power dynamics involved.

The second panelist, **MRS AISHA DABO**, coordinator of AFRICTIVISTES, brought the participants through the impacts of the crisis, and she made an assessment of the impacts of the crisis at national, regional and continental levels, socio economic (economic, political, civic space) impacts in the light of the decline of democracy, governance and uprising violent extremism in the region

Mr. SALIEU TAAL, barrister and president of the Gambia bar Association, presented what should be the role of ECOWAS and AU, and the reality of the ground. He recalled that, additional to its obligation to respect the **AFRICAN CHARTER ON DEMOCRACY, ELECTIONS AND GOVERNANCE (ACDEG)**, the republic of SENEGAL is signatory of the **ECOWAS PROTOCOL ON DEMOCRACY AND GOOD GOVERNANCE**, which ate the legal frameworks on democracy at continental and regional levels.

The last panelist, Mr. IBRAHIMA KANE, human right activist and founding member of RADHO, a Senegalese human rights organization, after a deep analysis of the situation, suggested different recommendations for peaceful solution in Senegal and a sustainable democracy in West Africa.

After questions and answers session between the panelists and the participants, and before a closing remark from the chair of WASCOF, **Mr. BUBA KHAN**, the following recommendations were made as output of the conference.

After the analysis of the situation in Senegal and in the West African region, the conference

- a. Recommends to deliver over the following recommendations to ECOWAS and AU via WACSOF and any partner
- b. Invites **ECOWAS** and the AFRICAN UNION and all partners to immediately trigger their preventive diplomacy processes, and to involve the national and regional Civil Society Organisations in them, in the spirit of the **ECOWAS OF PEOPLE**.
- c. Calls on the **authorities** and the opposition parties to demonstrate their maturity and to assume their historical responsibility before the Senegalese people and the African people to respect the legal frameworks available, to protect the citizens and to maintain a climate of peace, before, during and after the elections so that SENEGAL keeps its reputation as an island of democracy
- d. Calls on the authorities and political parties to create the required conducive environment for a frank, constructive and inclusive dialogue
- e. Calls on all parties to refrain from the use of force or violence or the destruction of property
- f. Invites civil society organizations, elders, traditional and religious leaders to use their influence for a peaceful dialogue.
- g. Invites the Senegalese authorities to commence a transparent investigation into all deaths, especially following the death of civilians, including a minor, during demonstrations against the government

The organisers, panelists, and the participants reiterates their availability to help and collaborate in any dialogue process to bring peace

Contacts: Media@Wacsof-Foscao.Org / +234 810 287 0960 (WhatsApp)

ABOUT THE WEST AFRICAN CIVIL SOCIETY FORUM (WACSOF)

With more than 1000 Member Organizations, the WEST AFRICAN CIVIL SOCIETY FORUM (WACSOF) is the umbrella network of the Civil Society in West Africa, covering 18 thematic areas, with representation in 15 countries of ECOWAS. WACSOF is the channel for institutionalized dialogue between civil society organizations and ECOWAS. WACSOF builds capacity, advocates, mobilizes civil society, engages in the formulation, implementation, monitoring and evaluation of policies for a prosperous, stable and peaceful Africa. WACSOF is an excellent channel, a one-stop-shop for systematic engagement between institutions and civil society organizations, for impactful results. www.Wacsof-Foscao.Org

COMMUNICADO

#2023-24 - PARA DIVULGAÇÃO IMEDIATA

RECOMENDAÇÕES DA SOCIEDADE CIVIL À CEDEAO E À UA PARA UMA RESOLUÇÃO PACÍFICA DA CRISE POLÍTICA NO SENEGAL E PARA O REFORÇO DA DEMOCRACIA E DO ESPAÇO CÍVICO NA ÁFRICA OCIDENTAL

ABUJA 31 DE DEZEMBRO DE 2023 (ACTUALIZADO A PARTIR DO RELATÓRIO DE 03 DE JULHO DE 2023) : O Fórum da Sociedade Civil da África Ocidental (WACSO) e o seu parceiro The Vance Centre organizaram um webinar de diálogo sobre "Democracia e Espaço Cívico na África Ocidental, a crise política no Senegal, Análise, Soluções, o papel da CEDEAO e da UA" a 27 de junho de 2023.

Desde há vários meses, tem havido uma deterioração constante do clima político no Senegal, que se reflecte numa radicalização das posições políticas, numa judicialização das relações políticas e num aumento acentuado do nível de violência no SENEGAL. A isto acresce o facto de o extremismo violento ter ressurgido há vários anos e de os últimos 36 meses terem sido instáveis e turbulentos para a democracia e a governação na África Ocidental. Anos de má governação conduziram a golpes militares no Mali, na Guiné e no Burkina Faso. Foi igualmente frustrada uma tentativa de derrube do governo democrático da Guiné-Bissau. Os acontecimentos violentos ocorridos no SENEGAL (março-abril de 2023 e outros), que provocaram a morte de várias pessoas, na sequência da condenação do dirigente do partido político PASTEF, OUSMANE SONKO, a 2 anos de prisão, constituem mais um episódio da série de violências políticas no SENEGAL. A WACSO está preocupada com a alegada utilização de munições reais contra os manifestantes, com o uso desproporcionado da força pelas forças de segurança contra os manifestantes e com a prisão e detenção de vários manifestantes pelas forças de segurança do Estado.

O webinar, intitulado "**Democracia e espaço cívico na África Ocidental, a crise política no Senegal, Análises, Soluções, o papel da CEDEAO e da UA**", e moderado por **KOMLAN MESSIE, Diretor Executivo do Fórum da Sociedade Civil da África Ocidental (FOSCAO)**, com a participação de representantes da sociedade civil da África Ocidental, foi realizado em Bruxelas. Fórum da Sociedade Civil da África Ocidental (FOSCAO) com a Sra. ADAOBI EGBOKA, Directora do Programa África do Vance Center. A conferência destacou uma análise aprofundada, a compreensão e os impactos da crise política no SENEGAL, bem como a potencial contaminação a nível regional e continental. O papel da Organização Económica dos Estados da África Ocidental (CEDEAO) e da União Africana (UA) foi analisado e foram propostas recomendações à CEDEAO, à UA, às organizações da sociedade civil (OSC), aos advogados e às ordens de advogados.

Após uma breve panorâmica da crise política no SENEGAL e da importância de abordar a crise e o seu impacto pelo Sr. Komlan Messie, a conferência começou com uma apresentação pelo Sr. ELIMANE HABY KANE, PRESIDENTE, LEGS AFRICA e CO-FUNDADOR da MESURE. O Sr. ELIMANE KANE ajudou a compreender a crise política no SENEGAL e o potencial de contaminação a nível regional e continental. Apresentou o contexto histórico e os factores que contribuíram para a crise, examinando os principais factores, acontecimentos e factores desencadeadores que conduziram à situação atual, para além de uma análise das instituições políticas, das questões de governação e das dinâmicas de poder envolvidas.

A segunda painelist, a Sra. AISHA DABO, coordenadora da AFRICTIVISTES, apresentou aos participantes os impactos da crise e fez uma avaliação dos impactos da crise a nível nacional, regional e continental, os impactos socioeconómicos (económicos, políticos, espaço cívico) à luz do declínio da democracia, da governação e do extremismo violento na região

O Sr. SALIEU TAAL, advogado e presidente da Ordem dos Advogados da Gâmbia, apresentou o papel da CEDEAO e da UA e a realidade no terreno. Recordou que, para além da sua obrigação de respeitar a CARTA AFRICANA SOBRE A DEMOCRACIA, AS ELEIÇÕES E A GOVERNANÇA (ACDEG), a República do SENEGAL é signatária do PROTOCOLO DA CEDEAO SOBRE A DEMOCRACIA E A BOA GOVERNANÇA, que enquadra a democracia a nível continental e regional.

O último painelist, o Sr. IBRAHIMA KANE, ativista dos direitos humanos e membro fundador da RADHO, uma organização senegalesa de direitos humanos, após uma análise profunda da situação, sugeriu diferentes recomendações para uma solução pacífica no Senegal e uma democracia sustentável na África Ocidental.

Após uma sessão de perguntas e respostas entre os membros do painel e os participantes, e antes de um comentário final do presidente do WASCOF, Sr. BUBA KHAN, as seguintes recomendações foram feitas como resultado da conferência.

Após a análise da situação no Senegal e na região da África Ocidental, a conferência

- a. Recomenda a entrega das seguintes recomendações à CEDEAO e à UA através da WACSOF e de qualquer parceiro
- b. Convida a CEDEAO e a UNIÃO AFRICANA e todos os parceiros a desencadear imediatamente os seus processos de diplomacia preventiva e a associarem neles as organizações nacionais e regionais da sociedade civil, no espírito da CEDEAO DOS POVOS.
- c. Convida as autoridades e os partidos da oposição a demonstrarem a sua maturidade e a assumirem a sua responsabilidade histórica perante o povo senegalês e o povo africano, respeitando os quadros jurídicos existentes, protegendo os cidadãos e mantendo um clima de paz, antes, durante e após as eleições, para que o SENEGAL mantenha a sua reputação de ilha da democracia
- d. Solicita às autoridades e aos partidos políticos que criem o ambiente propício necessário para um diálogo franco, construtivo e inclusivo
- e. Solicita a todas as partes que se abstenham de recorrer à força, à violência ou à destruição de bens
- f. Convida as organizações da sociedade civil, os anciãos e os líderes tradicionais e religiosos a utilizarem a sua influência em prol de um diálogo pacífico
- g. Convida as autoridades senegalesas a darem início a um inquérito transparente sobre todas as mortes, especialmente na sequência da morte de civis, incluindo um menor, durante as manifestações contra o governo

Os organizadores, os membros do painel e os participantes reiteram a sua disponibilidade para ajudar e colaborar em qualquer processo de diálogo para alcançar a paz

CONTATOS: Media@Wacsof-Foscao.Org / +234 810 287 0960 (WhatsApp)

SOBRE O FÓRUM DA SOCIEDADE CIVIL DA ÁFRICA OCIDENTAL (FOSCAO)

Com mais de 1000 organizações membros, o FÓRUM DA SOCIEDADE CIVIL DA ÁFRICA OCIDENTAL (FOSCAO) é o ápice da rede da sociedade civil na África Ocidental, cobrindo 18 áreas temáticas, com representação em todos os 15 países da CEDEAO. FOSCAO é o canal institucionalizado para o diálogo entre as organizações da sociedade civil e a CEDEAO. A FOSCAO capacita, defende, mobiliza a sociedade civil, envolve-se na formulação, implementação, monitoramento e avaliação de políticas para uma África próspera, estável e pacífica. Para os parceiros institucionais, o FOSCAO é um excelente canal, um balcão único para engajamento sistemático entre instituições e organizações da sociedade civil, para resultados impactantes. www.Wacsof-Foscao.Org